



o

Vous êtes ici : [AccueilActualitéDécryptage](#)La réponse de Macron au Grand débat

La réponse de Macron au Grand débat

Présentée par **Florence Gault**

vendredi 26 avril à 13h30

Durée émission : 25 min



© ludovic MARIN / AFP - Emmanuel Macron le 25 avril lors de sa conférence de presse

Au programme : les annonces d'Emmanuel Macron après le grand débat, les attentats au Sri-Lanka et la reconstruction de Notre-Dame de Paris

Les annonces d'emmanuel macron

Cinq mois après le début du mouvement des Gilets jaunes et trois mois après le Grand débat, Emmanuel Macron a donc pris la parole ce 25 avril. **Pendant deux heures et demie, il a défendu devant la presse les mesures avec lesquelles il espère relancer son quinquennat.**

Pouvoir d'achat, retraites, démocratie, décentralisation, environnement, santé, ruralité... **Le chef de l'Etat était attendu sur de multiples dossiers, dont certains très délicats** comme la durée du temps de travail. Mais, pour de nombreux gilets jaunes, le compte n'y est pas.

La proposition la plus emblématique, c'est celle d'un référendum d'initiative citoyenne. Mais, ce sera non ! **Pour Emmanuel Macron, le RIC remet en cause la démocratie**

représentative, disant ne pas croire je cite " *à la république du référendum permanent*". Il a toutefois proposé de donner plus de place à la voie référendaire.

Pour cela, il souhaite faciliter la mise en œuvre du référendum d'initiative partagée en proposant **d'abaisser à un million le nombre de signatures nécessaires pour saisir le Parlement**, au lieu de 10% du corps électoral actuellement. En revanche, le soutien d'un cinquième des parlementaires resterait nécessaire. Cette mesure figurerait dans la réforme constitutionnelle que le chef de l'Etat veut voir revenir au Parlement "à l'été".

Pas de vote obligatoire, ni de vote blanc. Le président a exclu ces deux propositions, estimant que cela ne résoudrait aucun problème. Et puis, **pas de rétablissement de l'impôt sur la fortune non plus**. Même si Emmanuel Macron a reconnu que la suppression de l'ISF est vécue comme une injustice fiscale. Il a souligné que la suppression de l'ISF serait "évaluée en 2020", ce qui était déjà annoncé.

Emmanuel Macron était **attendu au tournant sur la baisse d'impôts demandée et espérée par beaucoup de Français**. Et il a promis une baisse significative de l'impôt pour "ceux qui travaillent", restant ainsi assez vague mais précisant tout de même une suppression à venir de certaines niches fiscales. Une baisse qu'il estime à 5 milliards d'euros.

Et ce 26 avril, le ministre de l'Action et des comptes publics est venu apporter des précisions, indiquant sur RTL que **cette baisse interviendrait "dès le mois de janvier 2020" et qu'elle concernera "la classe moyenne"**. Et qu'il s'agirait d'une baisse à hauteur de 10% pour les contribuables, évoquant une mesure s'adressant "à ceux qui n'arrivent pas à la fin du mois, même en travaillant".

Pour financer cette baisse d'impôts, il faudra travailler plus. Pas en augmentant l'âge légal de départ à la retraite, pas en supprimant les 35 heures, **mais en allongeant la durée de cotisations**. Il ne supprimera pas non plus de jour férié.

t sur la question des retraites. Le gouvernement est désormais chargé de présenter au Parlement un texte qui conduirait à un "*système universel à points*". A noter aussi, **la réindexation des retraites de moins de 2 000 euros sur l'inflation en 2020**, puis de toutes les retraites en 2021. Le président a également annoncé un geste pour les petites retraites puisque la pension-plancher aujourd'hui fixée à 650 euros environ sera augmentée pour atteindre les 1 000 euros. Mais on ne sait pas quand cette mesure entrera en vigueur.

Christian Vadon, autre mesure très attendue : la suppression de l'ENA. A la place, Emmanuel Macron veut "*bâtir quelque chose de mieux*". L'école de la haute fonction publique pourrait être remplacée par une nouvelle structure, **afin de gérer différemment le recrutement, la formation et les carrières des hauts fonctionnaires**.

Pour Emmanuel Macron il faut "*repenser la formation*" des hauts fonctionnaires, "*qu'elle soit plus ouverte au monde académique, à la recherche, à l'international, au monde universitaire.*"

L'écologie était la grande absente de la première copie d'Emmanuel Macron. Après avoir dû repousser son allocution la semaine dernière en raison de l'incendie de Notre Dame de Paris, il l'a corrigé, **annonçant la mise en place d'un Conseil de défense écologique** qui réunira les ministres dédiés pour faire les "*choix stratégiques*" imposés par "*l'urgence climatique*". Le

président a d'autre part annoncé que "dès le mois de juin" se tiendra "la première mission" des 150 citoyens tirés au sort pour siéger dans le futur conseil de participation citoyenne. L'objectif est de "redessiner toutes les mesures concrètes d'aide aux citoyens sur la transition climatique". Chez les défenseurs du climat, c'est la déception. On en parle avec la présidente du WWF. Bonjour Isabelle Autissier.

Attentats au sri-lanka

Le Sri-Lanka a été touché le dimanche de Pâques par des attentats meurtriers. **Daech a revendiqué ces attentats. Mais, selon le gouvernement, ces attaques ont été perpétrées par un mouvement islamiste local.** Des événements qui risquent de déstabiliser un pays, où les quatre grandes communautés religieuses arrivent à vivre ensemble malgré une récente guerre civile qui a opposé les bouddhistes aux autres religions.

Le bilan a été revu à la baisse, de 359 à 253 morts, certaines victimes ayant été comptées deux fois. Le personnel médical dit **ne pas encore être en mesure de pouvoir donner un véritable bilan**, en raison de l'état de certains corps.

L'organisation Etat islamique a revendiqué les attaques via son agence de propagande. Pour le gouvernement, c'est le NTJ qui est à l'origine des attaques suicides. **Soixante personnes ont été arrêtées.** Mais de nombreuses questions restent en suspens. Les spécialistes sont perplexes car ils ne voient pas dans ces attentats la signature des djihadistes.

Voilà pour ces quelques éléments de compréhension du pays. **Toutes les églises catholiques du Sri Lanka vont rester fermées les prochains jours** et aucune messe ne sera célébrée tant que la situation sécuritaire ne se sera pas améliorée.

reconstruction notre-dame de Paris

Les Français et leur patrimoine, c'est une grande histoire d'amour... L'incendie de la cathédrale Notre Dame de Paris a créé une émotion qui a largement dépassé nos frontières. **A tel point que le gouvernement veut aller vite : le projet de loi pour la reconstruction de Notre Dame a été présenté dès cette semaine en conseil des ministres.** Mais peut-être va-t-il trop vite ? C'est ce que dénoncent certains spécialistes qui rappellent que l'heure est à l'expertise et au diagnostic, et non à la reconstruction. C'est le cas d'Alexandre Gady, spécialiste d'architecture, président de l'association Sites & Monuments.

L'Observatoire du patrimoine religieux recense **500 édifices religieux menacés et plus de 5 000 sites en souffrance.**